



KPMG SA
36 Rue Eugène Jacquet
59700 Marcq en Baroeul

Syndicat de l'Enseignement de la Production de la Mécanique et des Matériaux - Icam Lille

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Syndicat de l'Enseignement de la Production de la Mécanique et des Matériaux - Icam Lille
6 rue Auber 59000 LILLE

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
36 Rue Eugène Jacquet
59700 Marcq en Baroeul

Syndicat de l'Enseignement de la Production de la Mécanique et des Matériaux - Icam Lille

6 rue Auber 59000 LILLE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'Assemblée Générale du Syndicat de l'Enseignement de la Production de la Mécanique et des Matériaux - Icam Lille,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du Syndicat de l'Enseignement de la Production de la Mécanique et des Matériaux - Icam Lille relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du syndicat à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée Générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du syndicat à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le syndicat ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil Syndical.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre syndicat.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du syndicat à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marcq en Baroeul, le 19 juin 2024

KPMG SA

Matthieu PINERO

Associé

BILAN - Icam Lille

ACTIF

	ACTIF	EXERCICE 2023			EXERCICE 2022
		BRUT	AMORT. ET DEPREC.	NET	NET
A C T I F I M M O B I L I S E	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :				
	- Frais d'établissement				
	- Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	576 967	557 587	19 379	37 109
	- Autres				
	- Avances et acomptes				
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	576 967	557 587	19 379	37 109
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES :				
	- Terrains (y compris agencements et aménagements de terrains)			0	0
	- Constructions sur sol propre	2 779 213	2 184 752	594 460	760 971
	- Constructions sur sol d'autrui			0	0
	- Installations techniques, matériel et outillage	5 888 584	3 951 424	1 937 160	1 644 383
	- Autres	3 526 739	2 401 764	1 124 975	197 162
	- Immobilisations corporelles en cours	53 143		53 143	53 308
	- Avances et acomptes	151 585		151 585	7 320
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	12 399 264	8 537 940	3 861 323	2 663 144
	IMMOBILISATIONS GREVEES DE DROIT (PRÊT A USAGE)				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES :				
	- Participations			0	0
	- Créances rattachées à des participations			0	0
	- Autres titres immobilisés	8 140		8 140	8 140
	- Prêts	230 333		230 333	208 662
	- Autres	3 070		3 070	3 414
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	241 543	0	241 543	220 216
	TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	13 217 773	9 095 528	4 122 245	2 920 469
A C T I F C I R C U L A N T	STOCKS ET EN-COURS	9 251		9 251	9 774
	AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES	138 404		138 404	11 156
	CREANCES :				
	- Clients divers	3 959 029	65 056	3 893 972	3 208 476
	- Personnel et organismes sociaux	11 162		11 162	2 699
	- Etat et autres collectivités publiques	1 192 217		1 192 217	1 145 801
	- Autres	481 768		481 768	338 965
	TOTAL CREANCES	5 644 176	65 056	5 579 119	4 695 941
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	526 325		526 325	26 325
	DISPONIBILITES	2 496 300		2 496 300	2 936 043
	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	108 516		108 516	152 242
	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	8 922 972	65 056	8 857 915	7 831 481
	TOTAL DE L'ACTIF (I + II)	22 140 744	9 160 584	12 980 161	10 751 951

(1) voir détail dans l'annexe

BILAN - Icam Lille

PASSIF

	PASSIF	EXERCICE 2023	EXERCICE 2022
F O N D S P R O P R E S	FONDS PROPRES		
	FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE		
	- Fonds propres statutaires		
	- Fonds propres complémentaires		
	FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE		
	- Fonds propres statutaires		
	- Fonds propres complémentaires		
	ECARTS DE REEVALUATION		
	RESERVES		
	- Réserves statutaires ou contractuelles		
F O N D S R E P O R T E S E T D E D I E S	- Réserves pour projet de l'entité		
	- Autres		
	REPORT A NOUVEAU	2 840 689	2 766 557
	EXCEDENT OU DEFICIT DE L'EXERCICE	-243 001	74 132
	TOTAL SITUATION NETTE	2 597 688	2 840 689
	FONDS PROPRES CONSOMPTIBLES		
	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		
	- Subventions d'investissement	2 015 441	2 309 770
	- Amortissement des subventions d'investissement	-1 147 146	-1 428 150
	PROVISIONS REGLEMENTEES		
P R O V I S I O N	TOTAL FONDS PROPRES (I)	3 465 983	3 722 309
	FONDS REPORTEES ET DEDIES		
	- Fonds reportés liés aux legs et donations		
	- Fonds dédiés	507 376	305 264
	TOTAL FONDS REPORTEES ET DEDIES (II)	507 376	305 264
	PROVISIONS		
	- Provisions pour risques	32 000	170 990
	- Provisions pour pensions et obligations similaires	440 138	473 995
	- Provisions pour gros entretien		
	- Autres provisions pour charges		
D E T T E S ①	TOTAL PROVISIONS (III)	472 138	644 985
	DETTEES		
	- Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ②	1 596 279	995 647
	- Avances et acomptes reçus des usagers		
	- Dettes fournisseurs	1 169 850	691 120
	- Dettes fiscales et sociales	1 073 588	1 008 498
	- Dettes sur immobilisations	136 433	
	- Autres dettes	716 105	94 742
	- Produits constatés d'avance	3 842 407	3 289 386
	TOTAL DETTES (IV)	8 534 663	6 079 393
	TOTAL DU PASSIF (I + II + III + IV)	12 980 160	10 751 951

① Dont à plus d'un an : 609 K€ / dont à moins d'un an : 5470 K€

② Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques :

0

0

COMPTE DE RESULTAT ICAM Lille

	2023	2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Participation des familles	5 038 042	4 365 919
Participations de l'Etat et des collectivités publiques	3 923 734	3 681 207
Ventes de produits et marchandises, travaux, études	1 004 609	935 432
Produits des activités annexes	103 872	99 528
Subventions d'exploitation	2 017 472	1 939 584
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	934 458	820 073
Contributions financières autres organismes	456 570	165 632
Utilisation des fonds dédiés	70 491	91 535
Autres produits de gestion courante	2 225	506
TOTAL 1	13 551 473	12 099 416
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	137 310	135 270
Variation de stocks		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	733 766	566 531
Variation de stocks	524	9 163
Autres charges externes	2 690 785	2 218 312
Impôts, taxes et versements assimilés	202 566	184 773
Salaires et traitements	4 989 669	4 492 634
Charges sociales	2 111 022	1 873 941
Dotations aux amortissements des immobilisations	709 081	801 611
Dotations aux dépréciations des immobilisations		
Dotations aux dépréciations de l'actif circulant	64 600	
Dotations aux provisions	97 248	37 778
Reports en fonds dédiés	272 603	
Autres charges de gestion courante	2 178 471	1 913 927
TOTAL 2	14 187 646	12 233 940
RESULTAT D'EXPLOITATION (1-2)	-636 173	-134 524
Remboursement des frais sur opérations faites en commun TOTAL 3		
Quote-part des frais sur opérations faites en commun TOTAL 4		
PRODUITS FINANCIERS		
De valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	507	146
Autres intérêts et produits assimilés	166	
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL 5	673	146
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	14 842	11 929
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL 6	14 842	11 929
RESULTAT FINANCIER (5-6)	-14 169	-11 783
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (1-2+3-4+5-6)	-650 342	-146 306
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	234 405	89 551
Sur opérations en capital	203 720	215 757
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	733 742	235 083
TOTAL 7	1 171 867	540 391
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	343 858	247 870
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	582 668	235 083
TOTAL 8	926 526	482 953
RESULTAT EXCEPTIONNEL (7-8)	245 341	57 438
Impôt sur les sociétés des personnes morales non lucratives TOTAL 9	-162 000	-163 000
TOTAL DES PRODUITS (1+3+5+7)	14 724 013	12 639 953
TOTAL DES CHARGES (2+4+6+8+9)	14 967 014	12 565 822
EXCEDENT OU DEFICIT	-243 001	74 132
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
<u>Emplois des contributions reçues</u>		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Personnel bénévole		
TOTAL		
<u>Contributions reçues</u>		
Bénévolat		
Prestations en nature		
Dons en nature		
TOTAL		

ICAM Lille

ANNEXE AU BILAN 2023

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Nouvelles de l'Icam

2023 a vu des changements notables au sein de l'Icam, avec la nomination de Carole Marsella et Matthieu Vicot à des postes clés, ainsi que l'arrivée de Christelle Blas en tant que Directrice des Études du Bachelor International. Bruno Soulard a quitté ses fonctions de directeur du site en octobre. Johann Léost a été nommé directeur du site en novembre. Du côté des accréditations, l'audit HCERES s'est déroulé (en attente du rapport) et la préparation de l'audit CTI a été engagé. Ces deux audits viendront confirmer l'excellence académique et organisationnelle de l'Icam.

Enseignement Supérieur et Recherche

L'année a été marquée par un bon recrutement sur l'ensemble des parcours. Après I3 et A3 l'année précédente, l'année 2023 a connu des évolutions dans les programmes des cursus I4 et A4, comme le projet jumeau numérique, de nouveaux programmes I4.8 et A4.8, le projet mécatronique en A4. La recherche a également progressé, avec l'accueil d'un chercheur HDR et la soutenance de trois thèses. Le Bachelor International continue de se développer en confirmant un nominal de 60 étudiants par année et le lancement de l'année O3.

Formation Professionnelle et École de Production

La Formation Professionnelle a connu quelques premières améliorations, introduisant de nouvelles formations et réorganisant ses espaces pour favoriser les synergies technologiques. L'École de Production a maintenu un bon niveau de recrutement (51 jeunes) et de réussite, avec des investissements et une stratégie de financement public / privé solide.

Services aux Entreprises

Le pôle Services aux Entreprises a connu une augmentation progressive de ses effectifs d'ingénieurs projet (arrivée des étudiants du bachelor international), une augmentation de son portefeuille (30 à 35 projets / semestre) et un renforcement de son équipe de permanents. Le chiffre d'affaires a connu une progression encourageante.

Vie du site

La Vie du site a été intense, avec une résidence pleine à 100% et des événements marquants tels que le Gala de l'Icam et la Nuit des Audacieux, qui a permis de récolter près de 250 000 € de dons.

Projet Immobilier

La rénovation du campus de Lille est entrée dans sa 2^{ème} année, avec des phases de destruction (bâtiments : Taquet et Rue intérieure), de livraison (bâtiments : St Eloi, Lacouture, Le complexe), de rénovation (bâtiments : Lesaffre et Auber) construction et de déménagements successives (occupation du bâtiment rue Roland). Des ajustements ont été nécessaires en raison de retards et de surcoûts imprévus, mais des progrès significatifs ont été réalisés, notamment la livraison de nouveaux espaces très appréciés par les étudiants et les collaborateurs.

Finances et Perspectives

L'année 2023 s'est terminée sur un budget réalisé plus important que le budget prévu, en raison de charges exceptionnelles liées aux travaux immobiliers et de la hausse des coûts énergétiques. Les perspectives pour 2024 incluent une optimisation des dépenses et une amélioration continue des processus de suivi budgétaire et de recouvrement.

DESCRIPTION DE L'ACTIVITE DE L'ASSOCIATION

L'Icam site de Lille, est une association Professionnelle (Syndicat)

L'objet social de l'association professionnelle est :

La défense, la protection et la sauvegarde des intérêts des Syndiqués, dans la limite et par tous les moyens que le Livre III du Code du Travail met à leur disposition, et en particulier de pourvoir par des œuvres d'éducation scientifique et par l'enseignement technique et professionnel sous toutes ses formes et à tous ses degrés, à la formation d'Ingénieurs et Techniciens et de leurs collaborateurs ouvriers qualifiés aptes à répondre à tous les besoins de l'industrie.

1 PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

1.1 Rappel des principes

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
 - Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
 - Indépendance des exercices,
- et conformément aux règles d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

1.2 Principes comptables retenus

1.2.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Les amortissements des acquisitions correspondent à la dépréciation des biens calculés selon le mode linéaire.

1.2.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition composé du prix d'achat et de tous les coûts directement attribuables. Les amortissements des acquisitions correspondent à la dépréciation des biens calculés selon le mode linéaire.

1.2.3 Durées d'amortissement (acquisitions subventionnées et autofinancées)

Logiciels informatiques	1 à 5 ans
Aménagements intérieurs des bâtiments	10 ans
Matériels et outillages	8 à 10 ans
Matériels de transport	3 ans
Matériels de bureau et informatique	5 ans
Mobilier	5 à 10 ans

1.2.4 Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont évaluées à leur coût d'achat.

1.2.5 Créances

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est comptabilisée si un risque de non recouvrement est identifié.

1.2.6 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont comptabilisées au passif du bilan et sont reprises au compte de résultat au même rythme que les amortissements des biens financés.

1.2.7 Provision pour indemnités de départ à la retraite

La provision pour indemnités de départ à la retraite a été comptabilisée pour l'ensemble du personnel présent au 31 décembre 2023.

Le total de la provision pour engagement retraite au 31 décembre 2023 est de 440 K€ avec une provision de 90 K€ sur l'année 2023.

Les départs de personnel sur 2023 ont donné lieu à une reprise sur provision de 124 K€.

La méthode de calcul de la provision tient compte des dispositions de la Convention Collective, des probabilités de vie et de présence dans l'entreprise, et d'une actualisation financière sur les hypothèses actuarielles suivantes :

- Salariés concernés : CDI statuts cadre et non cadre
 - Taux d'actualisation : 3,50 %
 - Taux de croissance des salaires : 1 %
 - Age de départ à la retraite : 65 ans.

1.2.8 Fonds dédiés

Les sommes inscrites au passif en « Fonds dédiés » sont rapportées en produit au compte de résultat au cours des exercices suivants, au fur et à mesure de la réalisation du projet défini, par le crédit du compte « Utilisations de fonds dédiés ».

2 INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LE BILAN

2.1 Actif immobilisé (en K€)

Les variations de l'actif immobilisé s'analysent comme suit en K€ :

	01/01/2023	Acquisitions	Cessions Rebut	31/12/2023
Immos incorporelles	577			577
Immos corporelles	12 719	1 740	2 265	12 194
Immos en cours et acomptes	60	1 438	1 294	204
Immos financières	220	22		242
TOTAL	13 576	3 200	3 559	13 217

2.2 État des amortissements

Les variations de l'état des amortissements se décomposent de la façon suivante (en K€)

AMORTISSEMENTS				
	01/01/2023	Dotations	Sorties	31/12/2023
Immos incorporelles	540	18		558
Immos corporelles	9 529	1 274	2 265	8 538
TOTAL	10 069	1 292	2 265	9 096

2.3 Etat des provisions pour dépréciation d'actifs immobilisés

DEPRECIATIONS				
	01/01/2023	Dotations	Sorties	31/12/2023
Immos incorporelles				
Immos corporelles	588		588	-
TOTAL	588	-	588	-

2.4 État des échéances des créances et des dettes

La répartition des créances du bilan selon leur échéance est la suivante :

	Montant brut	Échéance	
		à moins d'un an	à plus d'un an
<i>Créances de l'actif immobilisé</i>			
Immobilisations financières			-
<i>Créances de l'actif circulant</i>			
Clients et comptes rattachés	3 959	3 894	65
Personnel	11	11	-
Etat	1 192	1 192	-
Débiteurs divers	482	482	-
Autres comptes			-
TOTAL CREANCES	5 644	5 579	65

Les créances Etat se composent notamment du CIR 2022 (163k€), du CIR 2023 (162K€) et de subventions à recevoir (707 K€), d'un crédit de tva (112 k€), de l'aide à l'énergie (38K€).

La répartition des dettes du bilan selon leur échéance est la suivante :

	Montant brut	Échéance		
		à moins d'un an	de un à cinq ans	à plus de cinq ans
<i>Dettes financières</i>				
Emprunts	1 596	419	645	532
Trésorerie court terme				
<i>Autres dettes</i>				-
Dettes fournisseurs	1 170	1 170		-
Dettes fournisseurs d'immobilisations	136	136		-
Dettes fiscales et sociales	1 074	1 074		-
Créditeurs divers	716	716		-
Autres comptes		-	-	-
TOTAL DETTES	4 692	3 515	645	532

2.5 Comptes de régularisation

A l'actif, les charges constatées d'avance s'élèvent à **109 K€** et sont liées à l'exploitation.

Au passif, les produits constatés d'avance s'élèvent à **3 842 K€**. Ils correspondent principalement :

- A des scholarités perçues d'avance pour 3 600 K€
- A des subventions et dons perçus d'avance sur différents projets pour 60 K€.
- A un projet de recherche pour 182K€

2.6 Placements de trésorerie

Les placements de trésorerie figurent au bilan à l'actif pour leur valeur d'acquisition, soit **26 K€**.

2.7 Variation des fonds associatifs.

La variation des fonds associatifs est la suivante :

	01/01/2023	+	-	31/12/2023
<i>Fonds propres</i>				
Fonds associatifs sans droit de reprise	0			0
Report à nouveau créateur	2 767	74		2 841
Report à nouveau créateur	0			0
Résultat de l'exercice	74	-243	-74	-243
	0			0
<i>Autres fonds associatifs</i>	0			0
Fonds associatifs avec droit de reprise	0			0
Subventions d'investissement	2 310	187	-482	2 015
Amts subv. d'investissement	-1 428	-201	482	-1 147
TOTAL	3 723	-183	-74	3 466

Le compte report à nouveau est mouvementé des écritures suivantes sur l'année 2023 :

- Affectation du résultat 2022 : +74 K€

L'amortissement 2023 des subventions d'investissement s'établit à 201 K€. Il figure en produits exceptionnels.

2.8 Provisions

Les variations de l'état des provisions se décomposent de la façon suivante (en K€) :

	01/01/2023	Dotations	Reprises	31/12/2023
<i>Dépréciation d'actifs circulant</i>				
Créances	42	65	42	65
<i>Prov. pour risques et charges</i>				-
Litiges	171	7	146	32
Provisions indemnités retraite	474	90	124	440

2.9 Variation des fonds dédiés.

La variation des fonds dédiés est la suivante :

	01/01/2023	+	-	31/12/2023
Subventions d'exploitation				
Contributions financières d'autres org.	305	273	-70	508
Ressources liées à la générosité du public	0			0
TOTAL	305	273	-70	508

Les fonds dédiés concernent des contributions financières par des Fondations. Ces contributions ont financé l'acquisition de matériels pour l'école de production (58K€).

L'amortissement 2023 de ces fonds dédiés s'établit à 70 K€. Il figure en produits d'exploitation.

2.10 Charges à payer et produits à recevoir

Les charges à payer et produits à recevoir rattachés aux postes de dettes et de créances sont détaillés comme suit :

Charges à payer	31/12/2023
Fournisseurs	1 306
Personnel et comptes rattachés	926
Etat et comptes rattachés	148
Divers et comptes rattachés	716
Trésorerie et comptes rattachés	
TOTAL	3 096

Produits à recevoir	31/12/2023
Clients	3 959
Personnel et comptes rattachés	11
Etat et comptes rattachés	1 192
Divers et comptes rattachés	482
Trésorerie et comptes rattachés	
TOTAL	5 644

2.11 Engagements hors bilan

Engagements donnés	31/12/2023
Avals, cautions, garanties	-
Autres engagements	206
TOTAL	206

Les engagements correspondent aux fonds récoltés par la Fondation Feron Vrau au cours de la Nuit des Audacieux pour les projets de ICAM Lille.

3 INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES RELATIVES A L'ACTIVITE

Produits d'exploitation

Produits d'exploitation (hors reprises sur prov)	31/12/2023	31/12/2022
Scolarités	5 038	4 366
Financement de l'apprentissage	3 396	3 204
Formation continue d'ingénieurs	192	61
Formation Professionnelle	336	416
Produits des laboratoires (hors subventions)	792	670
Production atelier & école de production	171	220
Activités annexes	146	105
Subventions Etat (MESRI)	411	411
Subventions Ministère du Travail (financement apprentissage)	294	224
Subventions Etat /Feder	275	242
Subventions Collectivités locales (Région)	69	74
Subventions autres financeurs	399	260
Subventions recherche académique	10	88
Taxe d'apprentissage	558	640
Contributions financières autres organismes	457	166
Utilisation fonds dédiés	70	92
Autres produits d'exploitation	2	
Locations diverses		40
Transferts de charges	769	731
TOTAL	13 385	12 010

Ressources Formation Professionnelle (y compris formation continue d'ingénieurs)

Origine des fonds	31/12/2023		31/12/2022	
	En K€	En %	En K€	En %
<i>1 – Ressources provenant des entreprises et administrations pour leurs salariés et des particuliers</i>				
Entreprises				
Etat – Collectivités locales – Etab. Publics				
Entreprises	123	23,3%	122	25,6%
Particuliers	21	4,0%	9	1,9%
<i>2 – Ressources provenant des pouvoirs publics</i>				
Instances Européennes (FSE)				
Etat		0,0%		0,0%
Régions	384	72,7%	346	72,5%
Autres collectivités territoriales		0,0%		0,0%
<i>3 - Autres</i>				
Autres organismes de formation		0,0%		0,0%
Autres ressources		0,0%		0,0%
Total des Ressources FC	528	100%	477	100%

Transferts de charges

Transferts de charges	31/12/2023	31/12/2022
Premier cycle (lycées partenaires)	481	465
Missions pour le groupe	58	76
Services mutualisés entre structures ICAM	205	177
Autres transferts de charges	25	13
TOTAL	769	731

Résultat exceptionnel

Résultat exceptionnel	31/12/2023
Quote-part de subventions d'investissement virées au compte de résultat	201
Reprise sur provisions	312
Produits sur cessions d'immobilisations	3
Autres produits exceptionnels	422
Autres produits exceptionnels sur exercices antérieurs	234
Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs	-344
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	-583
TOTAL	245

4 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant.

5 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

5.1 Rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants

Les trois principaux cadres dirigeants de l'association sont le président, le trésorier et le directeur. Le président et le trésorier ont une activité de bénévoles au sein de l'association. Communiquer une rémunération amènerait à la diffusion d'une rémunération individuelle du directeur.

5.2 Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes pour la mission d'arrêté des comptes 2023 ont été provisionnés en intégralité au 31 décembre 2023.

5.3 Effectif moyen

Effectif moyen année civile 2023 (ETP) : 104 salariés

- Permanents Cadres et non cadres : 97 personnes
- CDD d'usage et de remplacement : 7 personnes

5.4 Impôt sur les sociétés

Crédit d'impôt Recherche : - 162 K€

5.5 Contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires en nature (de travail, de biens ou de services) ne sont pas significatives et ne sont pas considérées comme des éléments essentiels à la compréhension de l'activité. Elles ne sont donc pas comptabilisées en bas du compte de résultat.

5.6 Transactions significatives avec les parties liées

Les transactions réalisées avec les parties liées sur 2023 sont les suivantes :

Transactions avec les parties liées	Produits		Charges
Groupe Icam	58	(a)	1989 (d)
Icam Grand Paris Sud	4	(b)	
Icam Ouest	3	(b)	22
Icam Toulouse		(b)	
Fondation Féron-Vrau	5	(b)	
Les Amis de l'Icam	191	(c)	53 (e)
Alumni	1		
TOTAL	262		2 064

- (a) Les produits réalisés avec le Groupe Icam correspondent à des mises à disposition de personnel et à des refacturations diverses.
- (b) Les produits réalisés avec la Fondation Féron Vrau et les Icam(s) correspondent à des frais divers.
- (c) Les produits réalisés avec les Amis de l'Icam correspondent à de la mutualisation de prestations pour 122 k€ (Edf, téléphone, gardiennage) et à des mises à disposition de personnel 69 K€ (personnel administratif & gardiennage).

- (d) Les charges facturées par le Groupe Icam concernent les frais de groupe, les frais de mutualisation (enseignement supérieur, entreprises, international, gestion, RH, communication, financements, informatique, assurances et formation professionnelle) et à des refacturations diverses.
- (e) Les charges facturées par les Amis de l'Icam concernent de la mise à disposition de personnel.